



**acba**  
African CSOs  
Biodiversity Alliance

# du APAC RAPPORT



# 2022

 [facebook.com/acsosba](https://www.facebook.com/acsosba)

 <https://bit.ly/3wEvLn7>

 [@CsosAfrican](https://twitter.com/CsosAfrican)

ce rapport a été compilé par:

**Oliviah Tawarar, Rerani Ramaano and  
Trevor Kombo, supporté par  
Dr. Yemi Katerere**

# PARTICIPATION DE L'ALLIANCE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE AFRICAINE POUR LA BIODIVERSITÉ (ACBA) AU PREMIER CONGRÈS AFRICAIN SUR LES AIRES PROTÉGÉES ET CONSERVÉES (APAC)

Kigali, Rwanda, 16-23 juillet 2022

## FAITS SAILLANTS DE L'ACBA À L'APAC

1. Un total de 41 membres de l'ACBA ont participé au Congrès africain sur les aires protégées à Kigali au Rwanda, dont 29 étaient parrainés par l'Alliance.
2. L'ACBA a obtenu un pavillon pour ses membres où neuf événements ont été organisés sous les thèmes suivants :
  - Renforcer les collaborations scientifiques pour soutenir la conservation en Afrique ;
  - Construire une Afrique résiliente et durable d'ici 2030, du local au global ;
  - Le rôle de la jeunesse africaine dans la conservation ; et Renforcer les capacités pour soutenir les activités communautaires.
3. Certains événements des membres de l'ACBA ont été acceptés dans le programme principal de l'APAC :
  - La conservation a partiellement livré les ambitions de la communauté et les avantages de la conservation. Cela permet d'intégrer la conservation dans la vie des gens et d'atteindre les objectifs fixés - sous la direction de CORDIO ;
  - Réorienter les flux financiers et les investissements publics dans le capital naturel - Mené par ECOTRUST ; et
  - Aborder les impacts des infrastructures linéaires sur la migration et la conservation transfrontalière - Dirigé par l'African Conservation Center.
4. Les membres de l'ACBA ont également participé à deux événements pré-congrès organisés par des jeunes africains et des peuples indigènes et des communautés locales (IPLC) afin d'explorer les questions importantes de protection de la biodiversité menées par les communautés, et de préparer les jeunes à s'engager de manière efficace dans les flux du Congrès et les thèmes transversaux.
5. L'Alliance a rencontré USAID et BMU pour explorer les possibilités de partenariat et de soutien financier potentiel au réseau.
6. L'ACBA a lancé son plan stratégique décennal et a signé un protocole d'accord de cinq ans avec l'African Wildlife Foundation.
7. L'appel à l'action de Kigali comporte de nombreux éléments qui résonnent avec le mandat et la vision de l'ACBA. Simangele Msweli, directeur principal du programme de leadership des jeunes à l'African Wildlife Foundation et également membre de l'ACBA, était l'une des trois personnes qui ont lancé l'appel à l'action de Kigali lors de la cérémonie de clôture.



<b>LISTE DES ABRÉVIATIONS</b>	5
<b>INTRODUCTION</b>	6
<b>PARTICIPATION DE L'ACBA À L'APAC</b>	7
<b>Pré-congrès IPLC</b>	8
<b>Pré-congrès des jeunes</b>	9
<b>Activités du pavillon de l'ACBA</b>	9
<b>Renforcer les collaborations scientifiques pour soutenir la conservation en Afrique</b>	10
1.1 Soutenir la conservation en Afrique en utilisant les codes-barres ADN et la collaboration scientifique citoyenne	
1.2 Lancement d'une note d'orientation sur le tourisme responsable pour les grands singes	
<b>Construire une Afrique résiliente et durable d'ici 2030 du local au global</b>	15
2.1 Lancement du plan stratégique décennal de l'ACBA et signature du protocole d'entente avec African Wildlife Foundation (AWF)	
<b>Le rôle de la jeunesse africaine dans la conservation</b>	15
3.1 L'engagement des jeunes dans les politiques et les actions locales	
3.2 Les conflits liés à la conservation : Une gestion efficace des ressources en Afrique serait-elle une voie vers la paix ?	
<b>Renforcer la capacité à soutenir les activités communautaires</b>	18
4.1 Renforcer la résilience climatique du paysage par le	

biais d'un financement d'investissement vert dirigé par A Rocha Ghana

4.2 Conservation communautaire : Aller de l'avant avec un engagement renouvelé envers les personnes et la planète

4.3 Voix des gens - Renforcer les droits communautaires, les économies locales résilientes et la conservation en Afrique

4.4 Solidarité et stratégies panafricaines : Centrer les droits de l'homme dans la conservation et la sauvegarde de la biodiversité

## **Activités du programme principal de l'ACBA pour l'APAC**

4.1 Terre partagée, océan partagé

4.2 Réorienter les flux financiers et les investissements publics vers le capital naturel.

4.3 Traiter les impacts des infrastructures linéaires sur la migration et la conservation transfrontalière

## **LA VOIE À SUIVRE**

## **ANNEXES**

28

30

31

## LISTE DES ABRÉVIATIONS :

ACBA	Alliance de la société civile africaine pour la biodiversité
APAC	Congrès sur les aires protégées en Afrique
AWF	African Wildlife Foundation
CBNRM	Gestion communautaire des ressources naturelles
OBC	Organisation à base communautaire
RLC	Réseau des leaders communautaires (CLN)
OSC	Organisation de la société civile
CSTI	Centre pour les innovations scientifiques et technologiques
CTPH	Conservation par la santé publique
DSI	Informations sur la séquence numérique
PICG	Programme international de conservation des gorilles
IPLC	Indigenous People and Local Communities (Peuples autochtones et communautés locales) :
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature
MoU	Protocole d'accord
AMCE	Autres Mesures de Conservation Efficaces par zone
AP	Aires protégées
SABYN	Réseau de la jeunesse sud-africaine pour la biodiversité
SOGPA	Association somalienne pour la paix verte
UD	Utilisation durable
NU	Nations Unies
PNUE	Programme des Nations unies pour l'environnement
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
VBRYN	Réseau des jeunes de la réserve de biosphère de Vhembe

## INTRODUCTION

L'Alliance de la société civile africaine pour la biodiversité (ACBA) est un réseau d'OSC africaines qui parlent et amplifient les voix africaines sur les questions d'utilisation durable des ressources naturelles qui contribuent à la conservation et aux bénéfices justes, équitables et justes pour tous. Ainsi, l'ACBA a fourni une plateforme à ses membres pour participer au Congrès inaugural des aires protégées et conservées d'Afrique (APAC) à Kigali, au Rwanda, du 16 au 23 juillet 2022.

L'objectif global de la participation de l'ACBA à l'APAC était de contribuer à une nouvelle vision de la conservation en Afrique et d'apprendre des autres participants présents. Il s'agit de renforcer la capacité des OSC, des IPLC, des petits exploitants agricoles, des jeunes et des femmes à gérer et utiliser durablement la biodiversité.

Les objectifs de la participation de l'ACBA au Congrès étaient les suivants :

1. Présenter la diversité, l'étendue et la valeur du travail de conservation effectué par les membres de l'ACBA ;
2. Partager les leçons et les expériences avec les autres participants au Congrès ;
3. Rehausser le profil et la marque de l'ACBA dans le domaine de la biodiversité et de la conservation ;
4. Rencontrer des partenaires au développement et explorer les possibilités de financement ; et
5. Lancer le plan stratégique de l'ACBA.



## PARTICIPATION DE L'ACBA À L'APAC

### Pré-congrès IPLC

Le pré-congrès de deux jours sur les populations autochtones et les communautés locales (IPLC) a été une excellente plateforme pour les groupes de soulever leurs préoccupations sur des questions telles que la perte de terres et les violations des droits de l'homme attribuées à la création des aires protégées. En plus de mettre en lumière les questions clés, cet événement a créé un espace sûr pour les IPLC afin de discuter de la manière dont leurs droits sont essentiels et, plus important encore, de la manière dont ils peuvent être compensés de manière adéquate pour ce qu'ils ont perdu. Les IPLC estiment que le modèle de conservation actuel est inapproprié pour l'Afrique.

Le Community Leaders Network (CLN) a représenté l'ACBA au pré-congrès de l'IPLC grâce à son travail avec différentes communautés locales en Afrique australe. Le Community Leaders Network avait une délégation d'environ 10 personnes qui ont participé activement à différents panels de discussion et groupes de travail. Le principal résultat a été la Déclaration de Kigali des peuples autochtones et des communautés locales d'Afrique (IPLC), qui a été lue lors de la cérémonie de clôture de l'APAC.

La déclaration reconnaît le travail accompli par les gouvernements, les partenaires du développement et d'autres acteurs pour reconnaître et faire avancer les droits des IPLC, mais souligne qu'il reste encore du travail à faire. Ils se sont engagés à défendre les questions qui les concernent et à déployer leur sagesse et leurs connaissances traditionnelles pour faire progresser la conservation et l'utilisation durable de notre



biodiversité. Ils s'engagent à continuer à soutenir le transfert des savoirs traditionnels entre les générations par le biais de leurs modes et formes culturels, et à créer un organe panafricain des IPLC qui servira de plateforme pour les préoccupations, les actions et les programmes communs, ainsi que pour l'apprentissage croisé entre les États.

## Pré-congrès des jeunes

Pour s'assurer que les jeunes deviennent des acteurs actifs et respectés dans l'amélioration de la conservation en Afrique, un pré-congrès de la jeunesse de deux jours a exploré les questions importantes pour que les jeunes s'engagent pleinement dans les flux et les thèmes transversaux de l'APAC.

Reconnaissant que la conservation est un effort intergénérationnel, la société doit engager les jeunes afin que leurs perspectives soient incluses dans les discussions sur l'environnement et la conservation. A l'APAC, Simangele Msweli, un membre fier de l'ACBA, a été impliqué dans la planification et le comité de direction du pré-congrès des jeunes et a également facilité un certain nombre de sessions au congrès.



Les résultats du pré-congrès des jeunes ont conduit à la rédaction d'une déclaration qui a été présentée lors de la cérémonie de clôture du congrès. Cette déclaration mettait l'accent sur l'inclusion des jeunes dans les efforts de conservation de la biodiversité et soulignait le rôle important qu'ils jouent dans la conservation de la nature. Les jeunes se sont également opposés à l'imposition du concept de 30x30. Les jeunes se sont engagés et ont formulé des recommandations sur

douze points qui sont repris dans la Déclaration de la jeunesse africaine de Kigali. Ils se sont notamment engagés à mobiliser des ressources pour accroître les projets de base liés aux aires protégées, à créer un programme d'échange intergénérationnel de mentorat pour mobiliser les mentors et engager les jeunes afin de s'assurer qu'ils reconstruisent mieux.

## Activités du pavillon de l'ACBA

Le pavillon de l'ACBA était une plateforme permettant aux membres de présenter la diversité, l'étendue et la valeur de leur travail de conservation. Il s'agissait également d'un espace idéal pour les membres et les partenaires de l'ACBA pour se réunir et identifier les domaines d'action commune, tout en leur permettant d'établir un réseau entre eux et avec d'autres partenaires potentiels. Le pavillon a accueilli un total de 9 événements couvrant différents sujets autour de :

# 1. Renforcer les collaborations scientifiques pour soutenir la conservation en Afrique

La science améliore incontestablement notre compréhension des facteurs de perte de biodiversité et contribue à la formulation de réponses pratiques et politiques. Cependant, il est nécessaire d'établir un lien entre la recherche scientifique, les connaissances indigènes et la participation du public afin d'informer nos efforts de conservation de la biodiversité en Afrique.

## 1.1 Soutenir la conservation en Afrique en utilisant les codes-barres ADN et la collaboration scientifique citoyenne

### Responsable de l'événement : Center for Science and Technology Innovations (CSTI): Kenya

Cet événement organisé par le CSTI s'est concentré sur l'introduction des principes de développement d'un plan de gestion des données (DMP) de l'information de séquençage de l'ADN (DSI) de la biodiversité pour une utilisation efficace dans la conservation et la production. Il a exploré le développement de plans de gestion des données d'information sur le séquençage de l'ADN comme une modalité permettant d'augmenter le nombre de chercheurs et de partisans de la science citoyenne qui peuvent échantillonner et cataloguer en toute sécurité les informations sur l'ADN des espèces endémiques des écosystèmes africains, conformément à d'autres efforts mondiaux.

Les communautés locales comprennent la complexité de la biodiversité et des systèmes naturels, et il est essentiel de leur donner les moyens de participer de manière significative à la documentation des données et des informations afin d'améliorer la conservation de la biodiversité et l'intégrité des écosystèmes. Cependant, pour que cela se produise, la capacité des populations autochtones et des communautés locales, des gouvernements, du secteur privé et des OSC doit être fortement soutenue.



Cet événement visait à introduire les concepts de base de la biodiversité en accord avec la génétique et la génomique, à intégrer les efforts de conservation génétique de la biodiversité africaine menés localement dans le discours scientifique mondial, et à permettre aux participants de développer une analyse de rentabilité pour inclure la conservation de la biodiversité en tant qu'activité économiquement viable dans la budgétisation des pays africains.



### Recommandations :

1. La nécessité d'une collaboration inter-agences en matière de séquençage de l'ADN et de codes-barres ;
2. L'éducation et la sensibilisation des communautés au jargon des conversations scientifiques ;
3. La nécessité de partenariats stratégiques pour renforcer les capacités des communautés et des membres ;
4. Des groupes de travail impliquant différentes parties prenantes (jeunes, femmes, communautés autochtones et locales) pour se former sur les questions transversales liées à la collecte de données et à la science citoyenne ; et
5. La nécessité d'inclure les parties prenantes importantes dans cette conversation, à savoir les donateurs, les entités du secteur privé et les gouvernements.

## 1.2 Lancement d'une note d'orientation sur le tourisme responsable pour les grands singes

### Responsables de l'événement : Conservation through Public Health (CTPH): Ouganda et International Gorilla Conservation Programme (IGCP) du Rwanda

Le Programme international de conservation des gorilles (PICG) et Conservation Through Public Health (CTPH), en collaboration avec l'Alliance pour la biodiversité des OSC africaines (ACBA), ont lancé une note d'orientation sur le « Tourisme responsable pour les grands singes d'Afrique ».

La note d'information a démontré la vulnérabilité des grands singes qui sont sensibles à un large éventail de maladies humaines telles que le COVID-19. La note d'information propose des recommandations pratiques et réalisables pour une approche « One Health » qui permet de réaliser simultanément la conservation des grands singes, le tourisme responsable et les bénéfices pour la communauté.

Le lancement a été modéré par M. Frank Turyatunga, directeur et représentant régional du Bureau Afrique du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et les panélistes étaient Mme Clare Kamanzi, PDG du Rwanda Development Board, M. Sam Mwandha, directeur exécutif de l'Uganda Wildlife Authority, Dr. Sam Mwandha, directeur exécutif de l'Uganda Wildlife Authority, Dr. Emmanuelle Normand, directrice nationale de la Wild Chimpanzee Foundation, M. Praveen Moman, fondateur et directeur général de Volcanoes Safaris, et M. Manzi Kayihura, directeur général de Thousand Hills Africa.

La discussion s'est attachée à convaincre l'auditoire de s'engager à promouvoir un tourisme responsable des grands singes par le respect et l'application stricts des meilleures pratiques touristiques et à encourager les touristes à soutenir les communautés. En outre, elle a permis de comprendre les défis actuels du tourisme de vision des grands singes. La discussion a également permis de reconnaître que le tourisme de vision des grands singes contribue de manière significative aux économies nationales et au développement des communautés, leur survie et leur protection sont donc primordiales. Il a également été souligné que pour réduire les épidémies de zoonoses, il est crucial que les directives de l'UICN sur l'observation des grands singes soient strictement respectées.

### **Recommandations :**

#### *Aux gouvernements africains :*

1. Développer et adopter des directives claires pour la réouverture et la gestion des visites
2. de grands singes, par exemple le port obligatoire de masques par le personnel du parc et les touristes ;
3. Faire respecter strictement les lignes directrices des meilleures pratiques de l'UICN ; Envisager de tester et de vacciner le personnel du parc contre le COVID-19 et d'autres maladies évitables ;
4. Soutenir les communautés locales pour qu'elles développent des moyens de subsistance, dépendants ou non du tourisme, compatibles avec la conservation des grands singes, par le biais d'entreprises basées sur la nature et compatibles avec celle-ci.
5. Accroître les possibilités de collaboration transfrontalière et de partage d'informations sur les approches de conservation qui sont centrées sur les personnes et positives pour la nature, et qui appliquent l'approche « One Health ».

#### *Aux partenaires donateurs*

1. Canaliser les financements vers les sites de conservation critiques pour l'amélioration des systèmes de santé autour des habitats des grands singes ;
2. Équiper le personnel des parcs avec les équipements de protection et les

fournitures nécessaires, et renforcer les capacités du personnel des parcs en matière d'identification, de suivi et de gestion des maladies ;

3. Soutenir les agences gouvernementales pour établir un fonds d'urgence pour les grands singes d'Afrique afin de répondre aux maladies et d'assurer la conservation des grands singes pendant les périodes de réduction du tourisme ;
4. Soutenir et investir dans la recherche sur la prévention de la transmission des maladies entre les humains et les grands singes ; et
5. Soutenir les communautés locales pour qu'elles développent des activités de subsistance, liées ou non au tourisme, compatibles avec la conservation des grands singes.

#### Aux voyageurs

1. Renforcer la vigilance pour assurer l'adhésion aux lignes directrices des meilleures pratiques pour une commercialisation responsable de tous les services touristiques ;
2. Sensibiliser à l'avance les clients aux règles de visite des grands singes et les tenir pour responsables ; et
3. Encourager les agences gouvernementales à appliquer les meilleures pratiques de base du tourisme de vision des grands singes.



## 2. Construire une Afrique résiliente et durable d'ici 2030 du local au global

L'impact envisagé par l'ACBA, tel que défini dans sa théorie du changement, est celui où la biodiversité et les écosystèmes de l'Afrique sont florissants et offrent des moyens de subsistance et un développement national équitables et économiquement résilients.

### 2.1 Lancement du plan stratégique décennal de l'ACBA et signature du protocole d'entente avec African Wildlife Foundation (AWF)

#### 2.1.1 Lancement du plan stratégique

L'ACBA a organisé un événement pour lancer officiellement le plan stratégique auquel ont participé plus de 70 personnes. Lors de ce lancement, l'Alliance a cherché à faire connaître ses engagements en Afrique tout en cherchant à attirer davantage d'opportunités pour augmenter le nombre de ses membres et encourager les Africains à se rallier à l'utilisation durable.

Alors que la deuxième phase de la CoP15 approche et que le Cadre mondial pour la biodiversité (GBF) post-2020 prend forme, le Congrès africain sur les aires protégées a été un espace unique pour partager la vision et les objectifs stratégiques de l'ACBA d'ici 2030. En activité depuis deux ans maintenant, l'ACBA a élaboré un plan stratégique décennal intitulé « From Bottom Up Nature People Positive », qui vise à guider les opérations de l'Alliance en Afrique, ainsi que son engagement au niveau mondial.



En concentrant ses efforts sur l'utilisation durable de la nature par les populations, le plan stratégique de l'ACBA s'appuie sur des piliers tels que le renforcement des capacités, la mobilisation des ressources et l'influence sur les politiques. Il relève avec soin les défis que représente l'élaboration d'un plan pour un réseau géographiquement et thématiquement diversifié, mais uni dans son désir de gérer et d'utiliser durablement la biodiversité.

Les principaux points forts du plan stratégique sont les suivants :

1. Des IPLC et des petits exploitants autonomes ayant le droit de gérer durablement leurs ressources et d'en tirer profit ;
2. Des voix et des besoins locaux qui façonnent les modèles et les programmes de développement et de conservation de l'Afrique ;
3. Un cadre efficace et compétent de dirigeants d'OSC africaines ;
4. Les membres partagent et apprennent les uns des autres ; et
5. Des partenariats renforcés autour de la conservation de la biodiversité en Afrique.

### **2.1.2. Signature du protocole d'accord avec l'AWF**

Le Congrès sur les aires protégées d'Afrique a représenté une opportunité importante, non seulement pour ancrer la conservation de la biodiversité sur le continent africain, mais aussi pour témoigner du pouvoir des partenariats afin d'intensifier les efforts de conservation en Afrique. L'ACBA a signé un protocole d'accord avec l'AWF qui a fourni un financement et un soutien technique essentiels pour permettre la coordination des activités de l'ACBA, ainsi que sa participation active à des événements clés.

« Le soutien de l'AWF a été rendu possible grâce à un leadership visionnaire qui a réalisé que si l'Afrique doit conserver et utiliser sa biodiversité de manière durable, alors nous devons construire à partir de la base, et ne pas séparer les gens de la nature. » Yemi Katerere, coordinateur de l'ACBA.

« Ce protocole d'accord annonce un nouveau départ pour le voyage de conservation du continent. Je l'appelle la nouvelle aube car il est très évident que nous avons non seulement un pouvoir de rassemblement, mais surtout, que nous pouvons avoir des solutions maison aux défis auxquels notre continent est confronté. » Kaddu Sebunya, PDG de l'AWF

### 3. Le rôle de la jeunesse africaine dans la conservation

Les jeunes sont les futurs gardiens de la conservation de la biodiversité en Afrique. Environ 75 % des personnes en Afrique ont moins de 35 ans et sont considérées comme des jeunes. C'est à ces groupes de personnes que l'Afrique léguera son patrimoine de conservation.

Pour que les jeunes se fassent les champions de la conservation, nous devons tirer parti des atouts existants pour améliorer leurs connaissances, leur attitude, leurs compétences et leurs pratiques en matière de conservation. Il est également important de construire une masse critique de réseaux de jeunes autonomes et inspirés pour défendre la conservation. Dans le même temps, nous devons renforcer leurs liens avec les réseaux et coalitions nationaux, panafricains et mondiaux afin d'unifier la voix des jeunes qui plaident pour des politiques axées sur la conservation.

Au pavillon de l'ACBA, les jeunes ont pu faire entendre leur voix en relation avec le Cadre mondial pour la biodiversité post-2020, en présentant les activités locales et sur le terrain dans lesquelles ils sont impliqués pour contribuer à la réalisation de la vision 2050 d'une vie en harmonie avec la nature.

#### 3.1 L'engagement des jeunes dans les politiques et les actions locales

**Responsable: South African Youth Biodiversity Network (SAYBN) and Vhembe Biosphere Reserve Youth Network (VBRYN)**

Cet événement était dirigé par Mme Rerani Ramaano du South African Youth Biodiversity Network (SAYBN) en collaboration avec Phathutshedzo Mudau du Vhembe Biosphere Reserve Youth Network (VBRYN). L'événement s'est concentré sur le partage des voix de la jeunesse sud-africaine en relation avec le Cadre mondial pour la biodiversité post-2020 (GBF) et a également présenté les activités locales et de terrain dans lesquelles les jeunes sont impliqués, en particulier sur les questions de changement climatique affectant les communautés locales.

L'événement a fourni un espace pour l'engagement des jeunes et les discussions sur les projets de terrain qui contribueront à la réalisation de la vision 2050 de vivre en harmonie avec la nature. Mme Rerani Ramaano a pu partager la manière dont la jeunesse sud-africaine a participé aux réunions de consultation du GBF post-2020 et a encouragé d'autres jeunes à jouer un rôle dans la politique et le plaidoyer. Grâce à l'implication de SAYBN dans le projet zéro des réunions de consultation sur le GBF post-2020 avec les jeunes sud-africains, des résultats spécifiques ont été soulignés lors de ces réunions de consultation. Ceux-ci concernent l'objectif A sur la conservation de la nature : les jeunes pensent que la conservation de la nature est un objectif crucial qui devrait être partagé et engagé avec plus de parties prenantes. Ils ont également souligné le besoin crucial de sensibilisation et d'intégration des connaissances indigènes dans la conservation de la nature.

En ce qui concerne les cibles 1 et 2 sur la conservation par zone : L'Afrique du Sud devrait se concentrer davantage sur la gestion efficace des zones protégées déjà déclarées et augmenter les ressources et les capacités de gestion qui sont allouées aux aires protégées. L'augmentation des zones protégées sans gestion efficace des aires protégées existantes s'avérerait être un plan inefficace et très ambitieux. L'extension des zones protégées a de nombreuses implications et le manque de mise en œuvre et de capacité doit être pris en compte avant de se mettre d'accord sur l'un des objectifs.

En ce qui concerne l'objectif C sur les moyens de mise en œuvre, l'accent a été mis sur le manque de moyens de mise en œuvre de l'Afrique du Sud. La capacité de mise en œuvre du GBF post-2020 est limitée en termes de ressources financières, de capital humain et de technologies nécessaires. L'Afrique du Sud doit renforcer ses moyens de mise en œuvre et les jeunes doivent être soutenus pour continuer à jouer leur rôle de parties prenantes clés dans le processus de mise en œuvre du cadre. Les organisations de jeunesse qui travaillent sur des projets et des programmes s'inscrivant dans la mise en œuvre des stratégies et plans d'action nationaux en matière de biodiversité (NBSAP) et contribuant ainsi aux objectifs mondiaux doivent bénéficier d'un soutien financier et d'un renforcement des capacités.

Phathutshedzo a présenté un projet d'étude de cas sur les mesures d'atténuation du changement climatique et la façon dont elles peuvent être mises en œuvre pour aider à fournir des idées sur la modélisation des entreprises vertes dans les zones rurales d'Afrique.



### 3.2 Les conflits liés à la conservation : Une gestion efficace des ressources en Afrique serait-elle une voie vers la paix ?

#### Responsable: Somalia Green Peace Association (SOGPA) de la Somalie

Les ressources naturelles, la dégradation de l'environnement, le changement climatique et les conflits sont profondément liés. Au cours des 60 dernières années, au moins 40 % de tous les conflits intra-étatiques étaient liés aux ressources naturelles, ce qui double le risque de reprise d'un conflit dans les cinq ans. En plus de cela, le changement climatique multiplie les menaces, aggravant la pénurie de ressources et les vulnérabilités existantes. Reconnaître et comprendre les menaces des conflits armés sur la nature peut aider à planifier la résilience des conflits en fonction du contexte national et local.

Cet événement visait à mettre en lumière les impacts des conflits armés sur la nature et les moyens de subsistance des populations, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des zones de conflit, et à proposer des idées pour la résilience aux conflits, au bénéfice des populations et de la nature, notamment des cadres administratifs et réglementaires.

L'événement parallèle, animé par Simangele Msweli, membre de l'ACBA, réunissait Mme Gertrude Nyangi, fondatrice et directrice exécutive de Support for Women in Agriculture and Environment (SWAGEN), Wassia Cisse, analyste d'impact à la Best Seller Foundation, Allasane Makadassu, directeur technique d'AWF, et M. Hassan Mowlid Yasin, directeur exécutif de l'Association somalienne Greenpeace.

Le consensus qui s'est dégagé de cet événement parallèle est que la gestion efficace des ressources doit être prioritaire et qu'il est important de renforcer les capacités des OSC afin de gérer et de conserver efficacement la biodiversité.



## 4. Renforcer la capacité à soutenir les activités communautaires

Les communautés jouent un rôle important dans la conservation de la biodiversité. Cependant, elles manquent de capacités et de savoir-faire technique en matière de sensibilisation et de compréhension du rôle essentiel qu'elles jouent pour consolider les efforts de conservation en Afrique.

**Renforcement des capacités** Les programmes peuvent avoir un impact considérable sur les communautés locales en intégrant des activités communautaires qui inciteront et habiliteront les individus à protéger la biodiversité, à soutenir les modes de vie traditionnels, ainsi qu'à contribuer au soutien des aires protégées existantes.

### 4.1 Renforcer la résilience climatique du paysage par le biais d'un financement d'investissement vert dirigé par A Rocha Ghana

#### **Responsable: A Rocha Ghana**

Ce sont souvent les pays les plus durement touchés par les inondations et la sécheresse croissante qui manquent également de ressources financières pour lutter contre le changement climatique et s'adapter à ses effets. L'événement d'A Rocha s'est concentré sur des études de cas du Ghana et de l'Ouganda sur la façon de générer les investissements financiers nécessaires à travers des entreprises vertes qui s'attaquent aux risques et aux vulnérabilités climatiques en Afrique. Cette présentation a été suivie d'une discussion approfondie sur les opportunités clés pour construire des paysages résilients pour les moyens de subsistance et la durabilité des aires protégées, en explorant les voies d'investissement des entreprises vertes.

#### **L'événement a permis de partager des idées sur :**

- L'approche à trois piliers de MoMo4C s'articule autour de la création d'environnements favorables, du soutien à l'élaboration de dossiers commerciaux et du partage des connaissances
- Comment les risques et les vulnérabilités climatiques au Ghana et en Ouganda informent le programme de planification du développement décentralisé ; et
- Comment les modèles d'affaires écologiques dans les paysages du Ghana et
- de l'Ouganda influencent les investissements écologiques dans les deux pays.

#### **La session a recommandé :**

- L'investissement dans l'information climatique et l'infrastructure de collecte de données pour améliorer l'alerte précoce dans le MEI ; et
- Améliorer l'accès aux informations climatiques et aux systèmes d'alerte précoce pour l'agriculture afin de renforcer la résilience.



## 4.2 Conservation communautaire : Aller de l'avant avec un engagement renouvelé envers les personnes et la planète

### Responsable: Community Leaders Network (CLN)

Cette session s'est attachée à définir l'avenir de la conservation communautaire comme un modèle qui fonctionne pour l'Afrique, ses habitants et la nature. L'événement s'est concentré sur le financement, le renforcement des capacités et les cadres institutionnels visant à améliorer la durabilité financière des organisations communautaires.

Principales recommandations :

- La nécessité que les données relatives à la gouvernance et à la gestion du CBNRM soient collectées par les organisations communautaires
- et rassemblées au niveau national à des fins de suivi, d'évaluation et de promotion ;
- La nécessité de renforcer les capacités des communautés pour encourager les meilleures pratiques au niveau communautaire ;
- La nécessité de mobiliser des ressources pour obtenir un soutien durable de la conservation communautaire ;
- La nécessité de mettre en place des systèmes de gouvernance efficaces pour soutenir le CBNRM ;
- Le besoin de cadres institutionnels pour le partage des connaissances et la collaboration avec les gouvernements pour améliorer la législation et les politiques ;
- Le besoin de cibles mesurables pour la responsabilité ; et
- La nécessité pour les pays de documenter les statuts de CBNRM annuellement et de rapporter avec des indicateurs identifiés les progrès réalisés dans la conservation communautaire. Ces rapports peuvent ensuite être utilisés pour identifier les lacunes et les besoins qui peuvent être abordés.

## 4.3 Voix des gens - Renforcer les droits communautaires, les économies locales résilientes et la conservation en Afrique

### Responsable: Resource Africa

La philosophie de Resource Africa repose sur la collecte et la possession de leurs données par les communautés. Elle met en œuvre un projet de trois ans qui vise à aider les communautés locales à se connecter et à étendre les réseaux régionaux dans les secteurs qui ont un impact sur leurs ressources par le biais de diverses approches. Une partie importante de ce projet consiste à développer un système de suivi et d'information



dans toute l'Afrique australe pour permettre aux organisations communautaires de collecter des données sur les paramètres qu'elles souhaitent surveiller. Ces données aideront les organisations communautaires à surveiller leurs performances en matière de gestion des ressources naturelles, de gouvernance, de partage des bénéfices, de génération de revenus et de dépenses.

Au cours de cette présentation, le Dr. Shylock Muyengwa a couvert les grands domaines d'intervention du projet et a souligné le travail en cours dans le cadre du suivi régional et de l'information. La session a permis de :

- Accroître les opportunités de collaboration ;
- Renforcer le soutien au système de suivi et d'information ;
- Augmenter la visibilité de la marque Resource Africa ; et
- Sensibiliser à la nécessité de l'appropriation des données par les communautés et à la nécessité pour les systèmes de suivi et d'information de permettre aux organisations communautaires de collecter des données à leurs conditions.

#### 4.4 Solidarité et stratégies panafricaines : Centrer les droits de l'homme dans la conservation et la sauvegarde de la biodiversité

##### **Responsable de l'événement : Natural Justice**

Cet événement a été modéré par Nyaguthii Chege, le Directeur du Hub Natural Justice, Afrique de l'Est, et s'est concentré sur la présentation d'études de cas comparatives où les communautés en Afrique ont partagé des expériences d'investissement qui ont conduit à une perte de biodiversité. Elle a offert une opportunité de partager les leçons et de mettre en œuvre une approche de la conservation, de la sauvegarde de la biodiversité et de la justice climatique basée sur les droits de l'homme.

La table ronde a également proposé des recommandations pour un cadre mondial pour la biodiversité post-2020 qui permettrait de restaurer les écosystèmes, de soutenir les populations autochtones et les communautés locales en Afrique, et de populariser une vision de « vivre en harmonie avec la nature ». Il est apparu clairement qu'il était également nécessaire d'aider les populations locales à connaître la loi de la conservation et à la respecter. Les communautés représentées lors de l'événement ont montré leur engagement à travailler avec le gouvernement pour maintenir les aires protégées.

## Activités du programme principal de l'ACBA pour l'APAC

Les activités de l'ACBA ont figuré dans le programme principal du congrès et comprenaient :

### 1. Terre partagée, océan partagé

**Responsable: David Obura, CORDIO East Africa**

David Obura, un membre de l'ACBA, a organisé un événement à l'APAC qui s'est concentré sur la conservation basée sur la zone, en particulier autour des questions de 30 par 30. Cette proposition appelle les pays à doubler le montant actuel de la conservation des terres et à quadrupler la conservation marine. Elle appelle également les pays à donner la priorité aux espèces menacées d'extinction et à protéger les services écosystémiques naturels tels que la disponibilité de l'eau douce. Un autre élément majeur de la proposition consiste à valoriser les formes indigènes de conservation. Les communautés indigènes représentent 5 % de la population mondiale, mais protègent environ 80 % de la biodiversité. L'autonomisation des dirigeants indigènes par le biais de financements et de protections juridiques contribuera grandement à la réalisation de l'objectif 30x30.



**Voici quelques-unes des recommandations formulées lors de cet événement :**

- La prise de conscience que le changement climatique et la perte de biodiversité sont fortement liés aux demandes de production et de consommation ;
- La nécessité d'accroître la biodiversité dans les hotspots ;
- La nécessité d'investir dans des solutions locales ; et
- La nécessité de s'engager auprès des entreprises et du secteur privé, par exemple en ce qui concerne les objectifs de l'initiative SBTi.

### 2. Réorienter les flux financiers et les investissements publics vers le capital naturel.

**Responsable: Pauline Nantongo-Kalunda, ECOTRUST**

Au cours du Congrès des parcs africains (APAC), ECOTRUST et l'African Wildlife Foundation (AWF), sous les auspices de l'ACBA, ont organisé une table ronde sur le thème de la réorientation des flux financiers et des investissements publics dans le capital naturel. Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'un dialogue mené par la société civile visant à définir l'avenir souhaité par

l'Afrique en termes d'interaction entre l'économie et les actifs naturels et les riches écosystèmes du continent, dont le potentiel n'a pas encore été pleinement exploité.

On constate un intérêt croissant pour la garantie d'un approvisionnement durable afin de minimiser la pression commerciale sur les terres, qui s'est accélérée en raison de la demande mondiale croissante de denrées alimentaires, d'aliments pour animaux et de fibres. Des systèmes de normes volontaires ont été mis au point pour les produits de base et les industries afin de promouvoir la production durable, et de grands groupes d'entreprises ont commencé à adopter des « engagements zéro déforestation ». Plusieurs gouvernements de pays consommateurs ont introduit des réglementations visant à limiter les importations de bois et de biocarburants qui ne respectent pas les normes légales et de durabilité, tandis que les prestataires de services financiers intègrent des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans leurs portefeuilles d'investissement.

Ces réponses politiques publiques et privées reflètent les possibilités croissantes d'évoluer vers un approvisionnement durable, mais risquent également d'exclure les petits exploitants qui ne sont pas en mesure d'accéder aux financements pour améliorer leurs systèmes de production et leur position dans les chaînes de valeur. En conséquence, les petits exploitants risquent d'être relégués sur des terres dégradées ou marginales. Des approches innovantes sont nécessaires pour améliorer les modèles commerciaux et financiers susceptibles de favoriser l'inclusion sociale, en mettant l'accent sur la réduction des risques liés au financement durable, tant du point de vue des investisseurs que des.





Cette innovation a été présentée par le Dr Mohamed Bakarr, spécialiste principal de l'environnement au Secrétariat du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), situé à la Banque mondiale à Washington DC. Il est chargé de superviser tous les grands programmes du FEM destinés à promouvoir des solutions holistiques et intégrées aux défis environnementaux mondiaux. Un fonds fiduciaire mondial qui vient de recevoir une promesse de don de 5,3 milliards d'euros pour les 4 prochaines années pour le développement ou les pays bénéficiaires. La présentation faite par le Dr. Bakarr a mentionné que le FEM fonctionne comme un fonds d'amortissement, où l'argent entre et est transmis aux gouvernements. Les clients primaires sont les gouvernements - ils transmettent les fonds en utilisant leurs systèmes. L'innovation avec la nouvelle reconstitution est la cohérence des politiques - un mécanisme pour engager les gouvernements nationaux à changer la façon dont ils s'engagent avec le FEM en suivant le système STAR. Cela devrait permettre de créer un financement prévisible, associé à un alignement des politiques au niveau national afin de réduire l'impact négatif sur la nature et les ressources naturelles. Par exemple, en modifiant les subventions néfastes. Dans le cadre de la nouvelle reconstitution, 140 millions d'euros ont été affectés à des financements mixtes pour débloquer des capitaux privés dans les domaines d'intervention. Le FEM travaille avec les gouvernements Innovation - Les gouvernements repensent les objectifs.

### **Principales recommandations ;**

1. Les règles du jeu ne sont jamais les mêmes pour la nature. L'argent n'est pas le problème - mais le système par lequel l'argent est distribué est le problème. Il est nécessaire d'utiliser les leçons tirées de diverses innovations pour influencer l'architecture financière mondiale afin de permettre au financement d'aller là où il est le plus nécessaire et à la bonne échelle.

- Le risque pour la biodiversité a été identifié comme l'un des 5 principaux risques pour les entreprises et cette compréhension est essentielle pour influencer les flux de financement et d'investissement.
- Le développement économique ne doit pas nécessairement nuire à l'intégrité écologique et au potentiel touristique des zones protégées.
- Les approches novatrices réduisent les risques liés au financement durable, tant du point de vue des investisseurs que des petits exploitants.

2. Des partenariats d'investissement sont nécessaires pour mobiliser des financements de toutes les sources -

- Le secteur privé est à la recherche d'idées investissables, sous forme de tutelles,
- d'accords de co-investissement, etc.
- Les intermédiaires doivent investir dans l'incubation afin de soutenir la nature communautaire des initiatives positives pour atteindre une échelle investissable.
- Les OSC doivent démontrer des solutions réalistes qui s'attaquent aux moteurs, peuvent atteindre une échelle et démontrer une valeur ajoutée claire, afin de convaincre les donateurs publics d'investir dans des initiatives communautaires

3. L'innovation est nécessaire dans de nombreux aspects de l'architecture financière.
  - Les incitations basées sur le marché peuvent transformer les paysages et les moyens de subsistance.
  - Technologie et outils pour démontrer l'impact et le risque potentiel
  - Des modèles commerciaux et financiers innovants permettant une plus grande inclusion sociale et une collaboration multisectorielle.
4. Nous avons besoin de tout le monde sur le pont, pour garder le rythme avec les
  - pollueurs, les puissants et les gros bonnets.

### 4.3 Traiter les impacts des infrastructures linéaires sur la migration et la conservation transfrontalière

#### **Responsable: Lucy Waruingi, African Conservation Center (ACC)**

Cet événement avait pour but de décortiquer l'équilibre entre les besoins de conservation et les priorités de développement du point de vue de l'engagement au niveau national. Cela implique de concevoir des infrastructures linéaires pour des résultats durables. L'événement a également aidé les participants à comprendre le manque de données concernant les infrastructures linéaires pour aider à résoudre les crises du climat, de la biodiversité et de la pollution, et que nous devons investir dans la recherche qui nous aide à identifier les lacunes réelles.

L'ACC a également souligné la nécessité de créer des communautés de pratique pour renforcer les capacités par le biais d'ateliers et de formations. Ils ont également mentionné que le tourisme est l'une des principales sources de revenus et qu'il est donc nécessaire d'établir des priorités et de définir d'importants couloirs et zones de dispersion pour la faune sauvage, avec une expérience réussie de définition de plus de 90 couloirs et zones de dispersion pour la faune sauvage. Ils ont réitéré la nécessité d'inciter les propriétaires fonciers à maintenir les terres ouvertes et connectées.



## LA VOIE À SUIVRE

1. Comme il s'agit de l'un des principaux événements auxquels l'ACBA a participé, plusieurs leçons ont été tirées et plusieurs expériences ont été acquises, ce qui nous aidera à aller de l'avant dans nos engagements futurs.

- Aborder la barrière de la langue lors des événements parallèles afin d'assurer un plus grand engagement avec les partenaires, membres et membres potentiels francophones.
- Le Secrétariat doit assurer le suivi des organisations qui ont exprimé leur intérêt à rejoindre l'ACBA.
- Obtenir de toute urgence l'enregistrement légal de l'ACBA pour permettre à l'ACBA d'être accréditée lors d'événements clés.

2. Développer une feuille de route pour guider l'engagement post-APAC qui est aligné avec le plan stratégique de l'ACBA. La feuille de route devrait explorer les moyens de soutenir les résultats clés des pré-congrès des jeunes et de l'IPLC tels que :

- L'accès direct au financement
- Renforcement des capacités
- L'acquisition d'une reconnaissance légale du travail des IPLC en dehors des zones protégées par l'État.
- La définition d'un nouveau modèle de conservation qui fonctionne pour l'Afrique.
- Une plus grande implication des jeunes et des IPLC dans le développement de l'A-PACT, y compris sa gouvernance.

3. Les membres de l'ACBA doivent identifier les résultats de l'APAC issus des événements parallèles et de l'appel à l'action de Kigali qui correspondent à leurs mandats et les intégrer dans leurs programmes. De cette façon, chaque membre s'engage à faire avancer les éléments de l'APAC et la mise en œuvre de l'appel à l'action de Kigali.

4. Poursuivre le développement d'un partenariat avec ESRI pour les membres qui ont exprimé leur intérêt à améliorer leur travail programmatique grâce à cet outil.

5. Donner suite aux résultats positifs de la réunion avec l'USAID et chercher à identifier les points d'entrée appropriés pour ce partenariat.

## ANNEXES :

<https://africancba.org/>

[https://apacongress.africa/wp-content/uploads/2022/07/APAC-Kigali-Call-to-Action-Final\\_.pdf](https://apacongress.africa/wp-content/uploads/2022/07/APAC-Kigali-Call-to-Action-Final_.pdf)

<https://www.iisd.org/system/files/2021-04/still-one-earth-natural-resources.pdf>

The Economics of Ecosystems & Biodiversity

World Bank: Protecting Africa's Biodiversity

Nature America

Regional Assessment Report on Biodiversity and Ecosystem Services for Africa



**acba**  
African CSOs  
Biodiversity Alliance